

HSBC et la Suisse : Stop au scandale de l'évasion fiscale !



180 milliards d'euros

C'est la somme que HSBC a fait passer en 5 mois en Suisse, pour le compte de plus de 100.000 clients et de 20.000 sociétés offshore.

Avec des clients français

Plus de 5,7 milliards d'euros ont été dissimulés pour le compte de clients français : des trafiquants d'armes ou de stupéfiants, des financiers d'organisations terroristes, des hommes politiques, des vedettes du showbiz ou du sport, des capitaines d'industrie... Une bonne partie d'entre eux sont des fraudeurs : seuls 0,2 % de ces comptes sont déclarés au fisc.



Une puissance internationale

La banque britannique HSBC (Hong Kong and Shanghai Banking Corporation) est le 2ème groupe bancaire mondial, avec 260.000 salariés. Elle est présente dans 75 pays et déclare 54 millions de clients.

La technique

HSBC a démarché illégalement la plupart d'entre eux. Ils ont été encouragés à camoufler leur argent derrière des structures « offshore » (au Panama, dans les îles Vierges britanniques) afin d'éviter certaines taxes européennes.

Des pratiques peu recommandables !

La multinationale est citée dans de nombreuses affaires : entre autres blanchiment d'argent sale (drogue et terrorisme), manipulation du marché des taux de changes et des taux interbancaires, vente « abusive et frauduleuse » de dérivés et de produits d'assurances, manipulation du cours de l'or et de l'argent, organisation à une échelle massive de l'évasion fiscale des grosses fortunes.

Ouf !



Derrière l'arbre HSBC, la forêt de l'injustice fiscale !

60 à 80 milliards d'euros ? Ce sont les recettes qui échappent à la France, à cause de l'évasion et de la fraude fiscales. Les paradis fiscaux font tout pour accueillir ces pratiques : peu d'impôt, sociétés fictives, secret bancaire.

Qui en profite ? Les grandes entreprises et les fonds spéculatifs installent des filiales dans les paradis fiscaux dans le but d'y délocaliser leurs profits pour «optimiser» leurs impôts ; les particuliers fortunés y transfèrent frauduleusement leurs avoirs afin de ne pas payer l'impôt.

Quelles sont les conséquences ? Les recettes fiscales devraient revenir aux Etats pour financer les dépenses publiques ! Les paradis fiscaux participent à la dégradation de la justice sociale et de la vie quotidienne de chaque citoyen, en France comme dans les pays du Sud : couverture santé, indemnités chômage, revenus sociaux, retraites...

Lutter contre l'injustice fiscale ? Prendre des sanctions contre les paradis fiscaux et leurs utilisateurs ; mettre fin aux sociétés écrans et aux prête-noms ; condamner partout les manquements à l'impôt ; renforcer la coopération judiciaire et les sanctions en matière de délinquance économique et financière sont des mesures prioritaires.

Localement, le collectif *Stop Paradis Fiscaux 45* informe le public et interpelle les élus sur le scandale de l'évasion fiscale au profit d'une minorité de nantis et au détriment des populations.

L'éradication des paradis fiscaux est une priorité pour redonner de l'oxygène aux Etats et réduire les inégalités entre citoyens d'un même pays, ainsi qu'entre pays riches et pays pauvres !

Le collectif "Stop Paradis Fiscaux 45" : Attac 45, CCFD-Terre Solidaire, Collectif Roosevelt, Oxfam, Secours Catholique, La Vie Nouvelle. **Contact** : stop.paradisfiscaux.45@gmail.com - <http://www.stopparadisfiscaux.fr/>



Mardi 10 mars, cinéma des Carmes : "le prix à payer", ciné-débat proposé par le collectif Stop paradis Fiscaux 45, avec Grégoire Niaudet (Caritas - Secours Catholique).